



Union confédérale CFDT des retraités

UCR-CFDT  
49 Avenue Simon Bolivar  
75950 Paris Cedex 19  
01 56 41 55 20

Secrétaire : Dominique FABRE

S'ENGAGER POUR CHACUN



AGIR POUR TOUS

Pour prendre contact :

UTR-CFDT de l'Aveyron

23 avenue de la Gineste

12000 RODEZ

Tél : 05 65 78 59 98

e. Mail : [aveyron@retraites.cfdt.fr](mailto:aveyron@retraites.cfdt.fr)

Les Lundi, Mardi, Mercredi matin et Jeudi matin.

### Le petit mot de la Secrétaire

En cette période de l'année, il y a une tradition qui consiste à présenter ses vœux. Nous ne dérogerons pas à celle-ci, puisque c'est le moment où l'on se tourne vers l'autre pour lui souhaiter que lors de l'année à venir, tous ses vœux les plus chers se réalisent.

C'est pourquoi, je, et avec moi tout le conseil, vous souhaite très sincèrement, une BONNE ANNEE, une BONNE SANTE, la REUSSITE de tous vos projets personnels, pour vous et pour toute votre famille.

Mais il faut aussi espérer que, pour nous tous, nos désirs d'équité intergénérationnelle, de mieux vivre dans une société en évolution profonde, de prise en compte la meilleure possible de nos besoins tant financiers (niveaux de vies suffisants) que matériels (dispositifs d'aide performants), se réalisent.

Il faut qu'en 2018 nous soyons très attentifs aux impacts que vont avoir toutes les décisions prises pour l'application des ordonnances de la loi travail (travail en établissement et à domicile), celles concernant le chômage et la formation (amélioration des compétences), mais aussi celles de la réforme fiscale. Il ne faudra pas craindre de s'exprimer sur l'impact de la mise en œuvre de la hausse de la CSG dont les modalités ont l'air complexe, de la « suppression » de la taxe d'habitation pour certains mais pas pour d'autres !

En attendant que les premières manifestations des mesures mises en place ou à mettre en place apparaissent, ayons espoir que 2018 soit une année de changement positif pour tous et que ce changement aille dans le sens que nous désirons : liberté, égalité, solidarité et dans le respect de la démocratie.

### MEILLEURS VOEUX POUR 2018

La Secrétaire Générale  
Anne Marie ENJALBAL



UTR - CFDT AVEYRON

Secrétaire : Anne-Marie ENJALBAL  
05 65 61 80 96 – 06 31 70 15 74  
Mel: [anne-marie.enjalbal@retraites.cfdt.fr](mailto:anne-marie.enjalbal@retraites.cfdt.fr)

Secrétaire Adjointe : Francette LAGARRIGUE  
05 65 42 68 15  
Mel : [lagarriguef@gmail.com](mailto:lagarriguef@gmail.com)

Trésorière : Danielle CAUSSE  
05 65 60 28 94 – 06 21 95 67 36  
Mel : [Danielle.causse@retraites.cfdt.fr](mailto:Danielle.causse@retraites.cfdt.fr)

## Union Locale des Retraités CFDT du Ruthénois

Dans le cadre de la poursuite de notre dossier « logement intermédiaire » nous nous sommes rendus, avec des membres de la CLCV, à l'Accueil Saint Joseph ».

Situé dans des locaux pré de la Maison de Retraite (E.H.P.A.D.) Jean XXIII, il y a des T1bis (25m<sup>2</sup>) et des T2 (50m<sup>2</sup>) qui sont mis à la disposition de seniors ou d'étudiants. Ils sont très bien aménagés, avec tout le confort (frigo, plaque de cuisson, lave-linge, lave-vaisselle...) et la possibilité de porter ses meubles. Tout ceci pour la somme mensuelle de :

- 260€ + 45€ de charges + eau et électricité pour un T1 bis
- 360€ + 45€ de charges + eau et électricité.

Chacun peut faire intervenir les services à domicile qu'il souhaite.

Les résidents peuvent préparer leurs repas chez eux ou réserver à la salle à manger. Ils peuvent participer aux activités avec l'E.H.P.A.D. Voisin.

Cette résidence peut aussi héberger des personnes âgées pour un accueil temporaire, pour le repos des aidants, ou recevoir des groupes pour des séminaires.

Un après-midi « logement intermédiaire » est prévu pour vous faire part du diaporama réalisé et mis à jour, en invitant des associations, des représentants des structures qui nous ont aidé et de l'animatrice du point info senior, qui pourra répondre à vos questionnements.

*Réservez la date du 6 Mars après-midi, à la Maison des Associations, 15 Avenue Tarayre à Rodez*

**Francette LAGARRIGUE**

## Union Locale des Retraités CFDT de MILLAU

L'ULR de Millau depuis la rentrée de septembre 2017, rencontre les associations de la ville, à vocation sociale. Il y a eu le chantier d'insertion Le Jardin du Chayran, Tremplin pour l'Emploi, Emmaüs. Chaque association a présenté son activité, organisation et le public concerné. Les retraités réfléchissent comment lier les actions syndicales avec leur travail, pour soutenir les aides aux plus démunis (abonnement aux paniers du Chayran par exemple, diriger des chômeurs vers Tremplin pour l'Emploi ou Emmaüs). En janvier c'est la mission locale qui viendra.

Au niveau de l'UL, une réunion d'information syndicale a rassemblé les nouveaux élus du personnel de plusieurs entreprises (AMSA ALBIGES ITA), avec de très bons échanges positifs. Le local CFDT de Saint AFFRIQUE est prêt à recevoir les adhérents. Le dossier pour créer une maison de région dans le sud Aveyron est bien identifié par l'UR et URI, un contact avec l'élue régionale est pris.

Pour 2018 il y a du travail syndical !

Rédigé par **AM BOUTEILLER**

## Union Locale des Retraités CFDT de DECAZEVILLE

### **Un ciel plus radieux pour le bassin Decazevillois.**

A quelques jours de Noël, les 432 salariés du site de SAM Technologies ne pouvaient espérer un plus beau cadeau, en effet le tribunal de commerce de Paris vient de valider la reprise du site aveyronnais de SAM Technologie par le géant de l'aluminium chinois Jinjiang. L'offre de reprise présentée prévoit le maintien de 412 emplois CDI et 18,5 millions d'euros vont être investis par le groupe pour maintenir l'activité sur le site, le recrutement d'agents pour la maintenance est également prévu.

Le troisième fournisseur chinois d'aluminium n'en est pas à son premier rachat sur notre territoire, pas plus tard que Juillet 2017, il rachetait Sabart Aerotech, à Tarascon-sur-Ariège, usine spécialisée dans la fabrication de billettes d'aluminium pur pour l'industrie aéronautique et spatiale. Surement qu'après l'automobile, la SAM va développer ses activités vers l'industrie aéronautique.

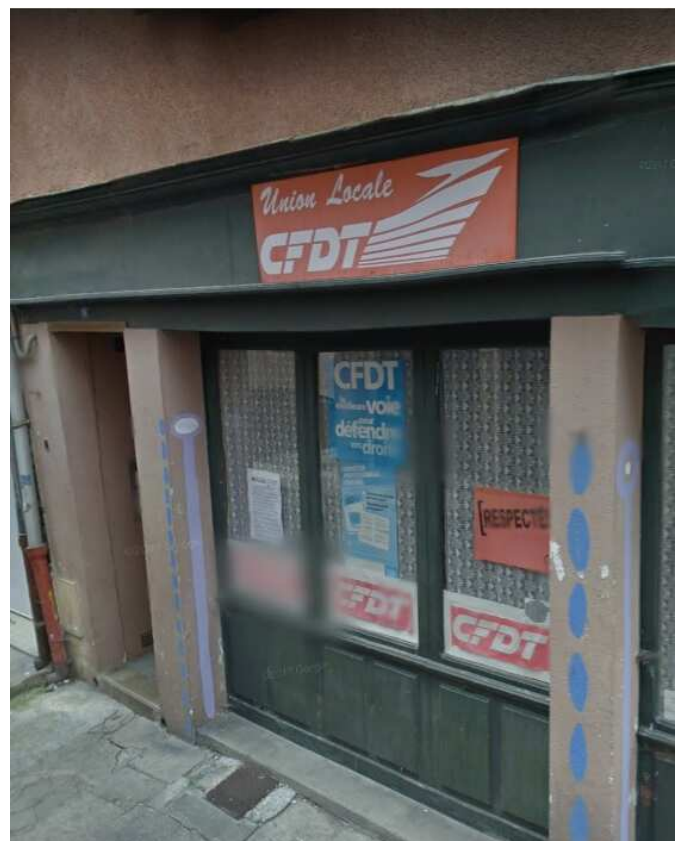
On ne peut en dire autant sur l'hôpital de Decazeville, amputé de son activité obstétrique, l'hôpital decazevillois a besoin de se voir conforter dans les autres activités tant la chirurgie, les urgences, les soins continus, la médecine, afin que la population du bassin de santé decazevillois puisse continuer à disposer d'un véritable centre hospitalier de proximité. D'autre part, la mise en place du service de soins de suite et de réadaptation (45 + 20 lits) reste bloquée par l'ARS depuis mars 2007, date de signature de l'accord avec le régime minier lié à la fermeture de son service à Bournazel.

A la suite de la réunion le 8 décembre, du collectif "Tous Ensemble" pour la maternité, l'hôpital et le bassin, le collectif demande à faire le point avec le chargé de mission "Alain Gaillard" pour améliorer le projet d'établissement Decazevillois au sein de GHT (Groupement Hospitalier de Territoire).

La communauté de communes a engagé le recours juridique contre l'arrêté prescrivant le plan de prévention des risques miniers (PPRM) et son règlement. (Source : La Dépêche du Midi)

**Lucien PONS**

## U.L.R CFDT de VILLEFRANCHE DE ROUERGUE



**9 rue Pomairols - 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE**

# MISE EN PLACE DU C.D.C.A.

Un décret du 7 septembre 2016 a été promulgué pour appliquer une disposition d'un article de la Loi sur l'Adaptation de la Société au Vieillessement parue au J.O. Le 28 Décembre 2015.

Le C.D.C.A. (Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie) est une instance consultative, présidée par le président du Conseil Départemental, qui résulte de la fusion du Comité Départemental des personnes âgées (CODERPA) et du Conseil Départemental Consultatif des personnes handicapées (CDCPH). Il est composé de 2 formations spécialisées (personnes âgées et personnes handicapées) qui se retrouvent en assemblée plénière au moins 2 fois par an.

Cette nouvelle instance a pour ambition de renforcer la démocratie participative, et de faciliter la co-construction des politiques publiques territoriales, en concertation avec les personnes concernées, leurs proches, les représentants de différentes associations et les professionnels du secteur de l'âge et du handicap.

Le CDCA est chargé de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques liées à l'autonomie et à la citoyenneté des personnes âgées et handicapées. Il doit être consulté :

- sur le schéma régional de santé, départemental et sur la programmation des moyens alloués par l'ARS, le département et les régimes d'assurance vieillesse à la politique départementale de l'autonomie ;
- sur le programme coordonné de fonctionnement des actions individuelles et collectives de prévention prévu par la conférence des financeurs
- sur le rapport d'activité de la Maison Départementale des Personnes Handicapées et sur celui de la Conférence des Financeurs, avant transmission à la CNSA (Caisse Nationale pour la Solidarité et l'Autonomie)
- sur les conventions entre le département et les partenaires en vue de définir les objectifs communs en faveur des politiques de l'autonomie.

Au niveau du département, les représentants désignés ont été convoqué le 25 octobre 2016, pour l'installation du CDCA. La préoccupation du Président du Conseil Départemental était de voter le règlement intérieur, afin qu'il soit reconnu que le CDCA était en place. Les représentants des syndicats (CGT, CFDT, UNSA) ont demandé la parole pour obtenir des précisions sur certains passages du texte. Le président a demandé qu'on lui fasse confiance ; la discussion ne s'annonce pas facile...Il a été aussi difficile de s'inscrire dans certaines formations, les syndicats étant exclu.

Le Programme Coordonné 2016-2021 de financement des actions individuelles et collectives de prévention nous a été transmis ; mais il ne comporte que des têtes de chapitre sans précisions sur les actions envisagées, leur lieu d'intervention et leur coût. Dans ces conditions il est donc difficile de donner un avis.

Nous pensons travailler en complémentarité avec l'UNSA et FO

## Rencontres avec les députés.

Pour mémoire, le département de l'Aveyron compte 3 circonscriptions dont les limites ont été modifiées : Rodez, Millau et Villefranche de Rouergue sur lesquelles respectivement ont été élus : Stéphane MAZARS, Arnaud VIALA et Anne BLANC.

Les mêmes sujets ont été évoqués avec les 3 députés : l'augmentation de la CSG et les retraités, la complémentaire santé et les aides, la situation dans les EHPAD et le reste à charge, et la mise en place de l'instance de concertation qu'est le CDCA. Les entretiens ont été conviviaux. Tous ont été attentifs à ce que nous leur avons dit.

Stéphane Mazars a reçu fin octobre la délégation composée de Francette Lagarrigue, Michel Mirman et Christian Navarro. Anne Blanc a reçu à Naucelle le 18 décembre la délégation constituée de Blaise Bonnefous, Lucien Pons et d'Anne Marie Enjalbal. Arnaud Viala a reçu à Millau le 22 décembre la délégation constituée de Gérard Niquet et d'Anne Marie Enjalbal.

Ils n'appréhendent pas réellement l'effet de la mesure relative à la complémentaire santé pour les retraités à faible revenu. Contrairement aux salariés, les retraités paient la totalité de leur cotisation, d'autant plus qu'elle va augmenter pour faire face aux nouvelles décisions du gouvernement : augmentation du forfait hospitalier, du prix de la consultation, désengagement de la Sécu sur les remboursements. N'oublions pas que le département de l'Aveyron est en dessous du niveau national pour le montant moyen des retraites.

Mr Mazars, Mme Blanc et Mr Viala, à la question de la CSG, ont tout de suite opposé l'exonération pour certains de la taxe d'habitation.

Il semble qu'il soit difficile de mesurer l'impact exact, puisque l'augmentation de la CSG sera appliquée dès le début de l'année, sur quelle base ? – on ne sait pas si c'est directement sur le montant des pensions ou sur le revenu fiscal – et que les exonérations sur la taxe d'habitation se feront sur 3 ans et à compter de décembre 2018. Ce qui est le plus à craindre, c'est pour les revenus qui sont juste à la limite, qui devront subir la hausse de la CSG et qui ne bénéficieront pas de l'exonération de la TH. Ils verront leur pouvoir d'achat nettement régresser.

Arnaud Viala, qui nous a fait déjà part de son intervention écrite au sujet de la situation des retraités, est demandeur, fin 2018, d'un petit bilan du manque à gagner de la part de nos adhérents. Nous ferons un petit questionnaire pour connaître, d'une façon anonyme, la situation de chacun, pour pouvoir en tirer une ligne de conduite et des revendications fondées.

Mr Viala, qui est à la commission des Affaires Sociales, comme Anne Blanc nous ont déclaré que la situation des EHPAD, dans le département de l'Aveyron, leur paraissait relativement bonne. Au travers de nos différents contacts, nous pouvons constater que les établissements souffrent d'un manque de personnel et plus spécialement d'agents formés à la prise en charge de la personne d'âge en perte d'autonomie. A notre avis, malgré les aides mises en place, le reste à charge pour les plus bas revenus restent trop élevé.

Nous resterons vigilants sur ces différents points et nous nous rapprocherons du syndicat « Santé-Sociaux » qui a interpellé Madame la Préfète, par rapport à la prise en charge des personnes âgées et des conditions de travail des personnels dans les EHPAD et les services d'aide à domicile.

La CFDT- Retraités se mobilisera sur tous les chantiers qui feront l'actualité en 2018 : hausse de la CSG, perte du pouvoir d'achat, coût de la santé et de la perte d'autonomie.



## Appel à la Grève dans toutes les EHPAD

**Mardi 30 Janvier 2018**

Les organisations syndicales, CGT santé et action sociale, CGT des services publics, FO des services publics et de santé, Cfdt santé/sociaux et interco Cfdt, de l'Aveyron réunies, ont décidé d'appeler les personnels des établissements accueillant des personnes âgées, des services à domicile, les familles et les usagers à une journée de Grève et de Mobilisation le mardi 30 janvier 2018.

L'insuffisance des effectifs et des moyens dans les établissements accueillant des personnes âgées (EHP AD) et dans les services d'aide à domicile est reconnue par tous.

La réforme de la tarification introduite par la Loi vieillissement dite « ASV », qui va se traduire par des suppressions massives de postes, est unanimement rejetée.

Loin de répondre aux demandes de l'ensemble du secteur, le Président de la République refuse de recevoir une délégation des signataires de la lettre commune du 19/10/17 et du 07/12/17. Suite aux propos de la Ministre de la santé considérant que les difficultés des EHP AD seraient dues à « un problème de management » et non uniquement à une question du financement, les organisations condamnent de telles déclarations qui ont pour objectif d'occulter la baisse des moyens alloués aux établissements.

Cette grève et cette mobilisation a pour objectif d'améliorer l'accompagnement, les services et les soins aux personnes âgées indissociables de l'amélioration des conditions de travail des professionnels, en exigeant du gouvernement qu'il réponde à nos revendications :

- Application d'un agent ou un salarié par résident, tel que prévu par le Plan Solidarité Grand Age.
- Abrogation des dispositions législatives relatives à la réforme de la tarification des EHPAD, contenues dans la loi du 28 décembre 2015 ainsi que le retrait des décrets d'application.
- Arrêt des baisses de dotations induites par la convergence tarifaire et exige par conséquent le maintien de tous les effectifs des EHPAD y compris les contrats aidés, qui doivent être intégrés et sécurisés.
- Amélioration des rémunérations, des perspectives professionnelles et de carrières, dans le cadre du Statut et des conventions collectives nationales.

*Personnels des établissements de personnes âgées, Aides à Domicile, Auxiliaires de Vie, familles, usagers etc ...*

## MANIFESTATION DEPARTEMENTALE

**Mardi 30 Janvier 2018 à 15h00**

**Place d'Armes à RODEZ**



**Ces adresses peuvent vous être utiles :**

- pour renvoyer, vos courriers, vos cartes, ou les déposer dans les boîtes aux lettres
- pour demander un renseignement sur les problèmes des retraité(e)s
- pour assister à une rencontre mensuelle et conviviale avec d'autres adhérents de l'Union Locale  
**(Le premier Lundi du mois à Millau ; le premier Mardi du mois à Rodez)**

Union Locale des Retraités Nord-Aveyron :  
23 Avenue de la Gineste  
12000 RODEZ                      Tél : 05 65 78 59 98  
Secrétaire ULR de Rodez : Francette LAGARRIGUE  
05 65 42 68 15 – Mel : lagarriguef@gmail.com

Union Locale CFDT des Retraités :  
9 Rue Pomairois                      Tél : 05 65 81 16 03  
12200 VILLEFRANCHE de ROUERGUE  
Secrétaire ULR de Villefranche : .....  
05 65 81 16 03 – Mel : .....

Union Locale CFDT des Retraités :  
43 Boulevard Richard  
12100 MILLAU                      Tél : 05 65 60 12 42  
Secrétaire ULR de Millau : Anne-Marie BOUTEILLER  
05 65 59 07 14 – Mel : am.bout@orange.fr

Union Locale CFDT des Retraités :  
78 Esplanade Jean Jaurès  
12300 DECAZEVILLE                      Tél : 06 09 51 47 02  
Secrétaire ULR de Decazeville : Blaise BONNEFOUS  
06 09 51 47 02 - Mel : blaise.bonnefous@orange.fr

**Enquête sur le logement**

Courant décembre nous vous avons envoyé un questionnaire sur le logement. Ce questionnaire a été élaboré au niveau national par l'UCR (Union Confédéral des Retraités). Il porte sur le logement que l'on occupe aujourd'hui, mais aussi sur le logement que l'on occupera demain si la perte d'autonomie est telle que l'on ne peut pas rester au domicile actuel (accessibilité aux services de santé, de commerces et de loisirs, isolement, fonctionnalité du logement, coût de fonctionnement...)  
Seule une réponse massive à ce questionnaire permettra d'élaborer une action cohérente et fondée. C'est pourquoi, si vous n'avez pas encore déposé ou envoyé votre réponse à l'UTR ou aux ULR, nous vous demandons de le faire rapidement.  
Nous vous remercions de votre participation.

**CARTES PETITION CONTRE L'AUGMENTATION DE LA CSG.**

Nous vous remercions aussi pour les nombreux retours que nous avons eus de la carte pétition contre l'augmentation de la CSG. Nous attendons la réponse de Madame la Préfète à notre demande de rendez-vous pour les lui remettre.

